



**PRÉFET
DE LA VIENNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bidépartementale de la Charente
et de la Vienne

Poitiers, le 5 août 2025

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18 juin 2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Énergie Château Garnier

32-36 rue de Bellevue
92100 Boulogne-Billancourt

Références : 2025 969 Ubd 16-86 ENV86
Code AIOT : 0003105384

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18 juin 2025 dans l'établissement Énergie Château Garnier implanté lieu-dit « Les Brandes de la Commune » 86350 Château-Garnier. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Énergie Château Garnier
- Lieu-dit « Les Brandes de la Commune » 86350 Château-Garnier
- Code AIOT : 0003105384
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien des Brandes Communales de Château-Garnier a été autorisé par un arrêté du 28 juillet 2021 et a fait l'objet d'un arrêté complémentaire du 14 février 2025.
La mise en service industrielle date du 17 janvier 2025.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à monsieur le préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
9	Maintien des équipements de sécurité	Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 17	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
15	Bridage	Arrêté préfectoral du 28 juillet 2021, article 7.I.a	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
16	Protection des habitats	Arrêté préfectoral du 28 juillet 2021, article 7.II	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	8 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Accès	Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 7
2	Mise à la terre	Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 9
3	Installations électriques	Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 10
4	Balisage	Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 11
5	Accès aux installations	Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 13
6	Affichages	Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 14
7	Surveillance de l'installation	Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 15
8	Propreté de l'aérogénérateur	Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 16
10	Contrôles	Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 18
11	Consignes de sécurité	Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 22
12	Intervention d'urgence	Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 23
13	Lutte contre l'incendie	Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 24
14	Constitution des garanties financières	Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 31
17	Mesures de compensation et d'accompagnement (zones humides)	Arrêté préfectoral du 28 juillet 2021, article 7.II modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 14 février 2025, article 2
18	Bruit	Arrêté préfectoral du 28 juillet 2021, article 10

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Tous les points de contrôle sont conformes et ne font pas l'objet de suites administratives, exceptés pour les points suivants :

- point n° 9 : l'exploitant doit vérifier l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse. ;
- point n° 15 : selon l'article 7.I.a de l'arrêté préfectoral d'autorisation de création et d'exploitation du parc du 28 juillet 2021, l'exploitant établit, après 3 mois de mise en service, un rapport démontrant l'arrêt effectif des éoliennes au regard du plan de bridage « chiroptères » défini dans son étude d'impact et activé en l'absence de précipitations. En raison d'un dysfonctionnement du bridage entre le 3 avril et le 27 mai 2025, le rapport transmis par l'exploitant devra être renouvelé ;
- point n° 16 : 35 ml de haies compensatoires sont manquants. Ils devront être réalisés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Accès

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
Prescription contrôlée : <i>« Le site dispose en permanence d'une voie d'accès carrossable au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Cet accès est entretenu. Les abords de l'installation placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté. »</i>
Constats : Le site dispose de voies d'accès carrossables, maintenues propres, tout comme les abords de l'installation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Mise à la terre

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
Prescription contrôlée : <i>« L'installation est mise à la terre pour prévenir les conséquences du risque foudre. Le respect de la norme NF EN IEC 61 400-24, dans sa version en vigueur à la date de dépôt du dossier de demande d'autorisation environnementale prévu par l'article L. 181-8 du code de l'environnement, ou, pour un projet de renouvellement, dans sa version en vigueur à la date du dépôt d'un porter-à-connaissance auprès du préfet permet de répondre à cette exigence. Un rapport de contrôle d'un organisme compétent au sens de l'article 17 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation atteste de la mise à la terre de l'installation avant sa mise en service industrielle. Des contrôles périodiques sont effectués pour vérifier la pérennité de la mise à la terre, selon les périodicités suivantes : une fois par an pour le contrôle visuel et une fois tous les deux ans pour le contrôle avec mesure de la continuité électrique. »</i>
Constats : L'exploitant a transmis deux rapports : <ul style="list-style-type: none">• rapport du 26 juin 2024 du Consuel attestant de la mise à la terre du poste de livraison ;• rapport SOCOTEC du 29 mai 2024 attestant de la mise à la terre des éoliennes.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
Prescription contrôlée : <i>« L'installation est conçue pour prévenir les risques d'incendie et d'explosion d'origine électrique. Pour satisfaire au 1er alinéa :<ul style="list-style-type: none">• les installations électriques à l'intérieur de l'aérogénérateur respectent les dispositions de la directive du 17 mai 2006 susvisée qui leur sont applicables ;• pour les installations électriques non visées par la directive du 17 mai 2006, notamment les</i>

<p><i>installations extérieures à l'aérogénérateur, le respect des dispositions des normes NF C 15-100, NF C 13-100 et NF C 13-200, dans leur version en vigueur à la date de dépôt du dossier de demande d'autorisation environnementale prévu par l'article L. 181-8 du code de l'environnement, ou, pour un projet de renouvellement, dans sa version en vigueur à la date du dépôt d'un porter-à-connaissance auprès du préfet permet de répondre à cette exigence.</i></p> <p><i>Un rapport de contrôle d'un organisme compétent atteste de la conformité de l'ensemble des installations électriques, avant la mise en service industrielle des aérogénérateurs. »</i></p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis postérieurement à la visite un rapport de vérification des installations électriques réalisé en date du 17 juillet 2025 par l'APAVE. Aucune non-conformité n'y est constatée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Balisage

<p>Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 11</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>« Le balisage de l'installation est conforme aux dispositions prises en application des articles L. 6351-6 et L. 6352-1 du code des transports et des articles R. 243-1 et R. 244-1 du code de l'aviation civile. »</i></p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis préalablement à la visite le certificat de conformité délivré par le Service technique de l'aviation civile (STAC) en date du 20 décembre 2018 qui atteste de la conformité du matériel de balisage d'obstacle moyenne intensité (type B) de type ORGA, modèle L550.</p> <p>L'exploitant a également transmis un document indiquant la liste des feux de balisage d'obstacle agréés par le STAC au 19 novembre 2024. Le modèle L550 est toujours dans cette liste de matériels agréés.</p> <p>Le balisage est conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel du 23 avril 2018 relatif à la réalisation du balisage des obstacles à la navigation aérienne.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Accès aux installations

<p>Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 13</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>« Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements. »</i></p>
<p>Constats :</p> <p>Les accès aux aérogénérateurs et au poste de livraison sont fermés à clef.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Affichages

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation
Prescription contrôlée : « Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2. Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment : <ul style="list-style-type: none">• les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ;• l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ;• la mise en garde face aux risques d'électrocution ;• la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace. »
Constats : Les différents affichages prévus par l'article 14 sont présents sur le parc dont chaque aérogénérateur dispose d'un numéro individualisé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Surveillance de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation
Prescription contrôlée : « Le fonctionnement de l'installation est assuré par un personnel compétent disposant d'une formation portant sur les risques accidentels visés à la section 5 du présent arrêté, ainsi que sur les moyens mis en œuvre pour les éviter. Il connaît les procédures à suivre en cas d'urgence et procède à des exercices d'entraînement, le cas échéant, en lien avec les services de secours. La réalisation des exercices d'entraînement, les conditions de réalisations de ceux-ci, et le cas échéant les accidents/incidents survenus dans l'installation, sont consignés dans un registre. Le registre contient également l'analyse de retour d'expérience réalisée par l'exploitant et les mesures correctives mises en place. »
Constats : L'exploitant a transmis des attestations de formation du personnel de WPD (dont le responsable d'exploitation et la responsable HSE) aux risques accidentels. Il a également transmis, à titre d'exemple (sur un autre parc), un compte-rendu d'exercice (gestion d'urgence en cas d'incendie en nacelle) de juin 2024. Les procédures d'urgence, faisant intervenir la société de maintenance et le SDIS, sont consignées dans un logigramme (version du 29 avril 2025).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmettra à l'inspection un compte-rendu d'exercice sur le parc de Château-Garnier suite à sa réalisation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Propreté de l'aérogénérateur

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 16
Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation
Prescription contrôlée : <i>« L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit. »</i>
Constats : L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre, sans entreposage de matériaux ou produits interdits.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Maintien des équipements de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation
Prescription contrôlée : <i>« Avant toute mise en service industrielle, l'exploitant réalise des essais sur chaque aérogénérateur permettant de s'assurer du bon fonctionnement de l'ensemble des équipements mobilisés pour mettre chaque aérogénérateur en sécurité.</i> <ul style="list-style-type: none"><i>• un arrêt ;</i><i>• un arrêt d'urgence ;</i><i>• un arrêt depuis un régime de survitesse ou depuis une simulation de ce régime. [...] »</i>
Constats : L'exploitant a transmis des documents Vestas sur les procédures d'arrêt. Chaque éolienne intègre un système de détection de survitesse ainsi qu'un système de mise en drapeau d'urgence. Dans ce cadre, l'exploitant a transmis une lettre du turbinier Vestas en date du 11 juin 2025 confirmant que ce fabricant a mis en place un système de gestion interne de sécurité de l'éolienne incluant des auto-diagnostics des systèmes internes de détection de survitesse et de mise en drapeau d'urgence des pales, reposant sur une architecture permettant de répondre aux exigences de l'article 17 de l'arrêté du 26 août 2011. Vestas certifie ainsi que le test manuel de survitesse prévu par la réglementation ne permettrait pas d'identifier des défaillances qui ne seraient pas déjà détectées par les systèmes internes de détection de survitesse et de mise en drapeau d'urgence (également appelé « système d'orientation des pales » ou « frein aérodynamique »), dont chaque éolienne est équipée. Or, d'après la Direction générale de la prévention des risques (DGPR) du MTES, ces auto-diagnostics ne peuvent être considérés que comme une approche complémentaire dans la mesure où aucun retour d'expérience n'existe sur l'efficacité de ces auto-diagnostics. La position de la DGPR, confirmée par la filière éolienne, est que les exploitants éoliens sont tenus, avant la mise en service industrielle, puis sur une périodicité qui ne peut excéder 1 an, de réaliser des tests <i>in situ</i> pour vérifier l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra sans délai vérifier l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse. Un rapport de vérification sera établi et transmis à l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 10 : Contrôles

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 18
Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« I. – Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans.</p> <p>II. – Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder 6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pales et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'article 22 du présent arrêté.</p> <p>III. – L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse. L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps.</p> <p>Selon une fréquence qui ne peut excéder un an, l'exploitant procède au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement.</p> <p>IV. – La liste des équipements de sécurité ainsi que les résultats de l'ensemble des contrôles prévus par le présent article sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19. »</p> <p>Constats :</p> <p>Pour chaque éolienne, après trois mois de mise en service, toutes les fixations (brides de mât et fixations de pâles) sont « OK » selon les rapports de vérification édités en anglais.</p> <p>Le contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur a été effectué en date du 18 février 2025, et celui des pales le 4 juin 2025.</p> <p>Les installations disposent de systèmes de détection incendie et fumées ainsi que d'automates permettant d'identifier et prévenir tout fonctionnement anormal.</p> <p>L'exploitant a transmis un document listant les équipements de sécurité (systèmes instrumentés de sécurité), précisant leurs fonctionnalités. Les fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps sont consignées dans un tableau de bord de suivi.</p> <p>Le Registre de maintenance, dans lequel sont consignées toutes les opérations effectuées de maintenance et de réparation, a été présenté à l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 22
Thème(s) : Risques accidentels, Risques
Prescription contrôlée : « Des consignes de sécurité sont établies et portées à la connaissance du personnel en charge de l'exploitation et de la maintenance. Ces consignes indiquent : <ul style="list-style-type: none">• les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation ;• les limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt (notamment pour les défauts de structures des pales et du mât, pour les limites de fonctionnement des dispositifs de secours notamment les batteries, pour les défauts de serrages des brides) ;• les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;• les procédures d'alertes avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ;• le cas échéant, les informations à transmettre aux services de secours externes (procédures à suivre par les personnels afin d'assurer l'accès à l'installation aux services d'incendie et de secours et de faciliter leur intervention). Les consignes de sécurité indiquent également les mesures à mettre en œuvre afin de maintenir les installations en sécurité dans les situations suivantes : survitesse, conditions de gel, orages, tremblements de terre, haubans rompus ou relâchés, défaillance des freins, balourd du rotor, fixations détendues, défauts de lubrification, tempêtes de sables, incendie ou inondation. »
Constats : Les consignes de sécurité et les procédures d'urgence sont établies et rassemblées dans un même document intitulé « plan de prévention annuel » pour l'année 2025. L'ensemble des points visés par l'article 22 de l'arrêté du 26 août 2011 a pu être vérifié. Ces informations ont été communiquées aux opérateurs en charge de l'exploitation et de la maintenance qui ont élargé le document.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Intervention d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 23
Thème(s) : Risques accidentels, Risques
Prescription contrôlée : « En cas de détection d'un fonctionnement anormal notamment en cas d'incendie ou d'entrée en survitesse d'un aérogénérateur, l'exploitant ou une personne qu'il aura désignée et formée est en mesure : <ul style="list-style-type: none">• de mettre en œuvre les procédures d'arrêt d'urgence mentionnées à l'article 22 dans un délai maximal de 60 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur ;• de transmettre l'alerte aux services d'urgence compétents dans un délai de 15 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur. »
Constats : L'exploitant a transmis un document attestant de la formation des responsables techniques pour mettre en œuvre les procédures d'arrêt d'urgence en 60 minutes max et transmettre l'alerte en 15 minutes max (formation suivie le 22 mai 2025). En outre, trois personnes gèrent l'astreinte 24h/24h.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 24
Thème(s) : Risques accidentels, Risques
Prescription contrôlée : « Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât. »
Constats : Chaque éolienne est dotée à l'intérieur de l'aérogénérateur d'un extincteur en pied de mât et d'un extincteur en nacelle. Ces extincteurs sont appropriés aux risques à combattre.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Constitution des garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 31
Thème(s) : Situation administrative, Garanties financières
Prescription contrôlée : « Dès la première constitution des garanties financières visées à l'article 30, l'exploitant en actualise le montant avant la mise en service industrielle de l'installation, puis actualise ce montant tous les cinq ans. L'actualisation se fait en application de la formule mentionnée en annexe II au présent arrêté. »
Constats : L'acte de caution du 14 octobre 2024 a été transmis à l'inspection. Son montant a été déterminé conformément à la formule de calcul actualisée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Bridage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/07/2019, article 7.I.a
Thème(s) : Risques chroniques, Risques
Prescription contrôlée : « [...] À la mise en service de son installation, l'exploitant s'assure du bon fonctionnement du plan de bridage "chiroptères" défini dans son étude d'impact (mesure E13), activé en l'absence de précipitations, et en établit, après 3 mois cumulés de mise en œuvre au cours de la période 1er avril – 31 octobre, un rapport démontrant l'arrêt effectif des éoliennes selon le paramétrage défini supra, tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. En cas de constat d'impacts environnementaux significatifs, l'exploitant met en œuvre un plan de bridage plus contraignant sans attendre la validation de l'inspection des installations classées. Au regard des résultats des suivis environnementaux prescrits ci-après et des technologies disponibles pour garantir en permanence que l'objectif visé au 1er alinéa du I. du présent article 7 est atteint, les paramètres de bridage peuvent évoluer, après avis de l'inspection. [...] »
Constats : L'exploitant a transmis un rapport daté du 4 juin 2025 sur le fonctionnement du plan de bridage sur la période du 1 ^{er} mars au 31 mai 2025.

Ce rapport fait état d'un dysfonctionnement des arrêts entre le 3 avril et le 27 mai 2025, date à laquelle a été confirmée la bonne application du bridage par Vestas.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Nonobstant des arrêts préventifs manuels et l'absence de mortalité constatée de chiroptères durant la période de dysfonctionnement du bridage, un nouveau rapport, couvrant la période du 1 ^{er} juin au 31 août devra être établi et transmis à l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 16 : Protection des habitats

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 28 juillet 2021, article 7.II
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures de compensation et d'accompagnement
Prescription contrôlée : « [...] L'exploitant replante, sur une distance minimale de 1 265 m, trois fois le linéaire de haies coupées conformément à la mesure MN-C7 définie dans l'étude d'impact. Les haies multistrates sont réalisées en utilisant des essences locales, la plantation de frênes étant proscrite. Ces plantations interviennent préalablement à l'arrachage des haies existantes, à un rythme au moins égal à celui de l'arrachage. Les linéaires plantés se trouveront au niveau des lieux-dits le Grand Brizard et la Lionnière, localisés à l'ouest et au sud du futur parc comme mentionné dans l'étude d'impact. L'intégration paysagère du poste de livraison est réalisée conformément à l'étude d'impact (mesure E13). »
Constats : L'inspection a pu constater la bonne intégration paysagère du poste de livraison ainsi que la réalisation de quelques haies plantées. L'exploitant a transmis la localisation des haies plantées, le cahier des charges de plantation, les factures acquittées et le procès-verbal de plantation des boisements compensatoires de l'association Prom'Haies qui a réalisé la réception des travaux en date du 8 avril 2024. Tous ces documents permettent d'attester de la réalisation de plantations de haies multi-strates, mais à hauteur de 1 170 ml. Il manquerait donc 95 ml par rapport aux 1 265 ml initialement prévus. L'exploitant a également transmis un compte rendu du maître d'œuvre ayant réalisé des plantations de haies bocagères et d'arbres de haut jet (feuillus et fruitiers) brise-vue chez des particuliers entre janvier et février 2025. Parmi ces plantations, 60 ml de haie bocagère plantée en double ligne, avec des espèces arbustives et arborées, correspondent aux attendus de l'article 7.II de l'arrêté du 28 juillet 2021. L'objectif de 1 265 ml n'est donc pas pleinement atteint ; il manque en effet ainsi au final 35 ml de haie multi-strates.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra planifier dans un délai maximal de 6 mois la plantation supplémentaire de 35 ml de haie multi-strate et la plantation devra être réalisée avant la fin de l'hiver 2025/2026. À l'issue de la plantation, un compte-rendu sur cette plantation complémentaire sera transmis à l'inspection avec sa localisation cartographique.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 8 mois

N° 17 : Mesures de compensation et d'accompagnement (zones humides)

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 28 juillet 2021, article 7.II modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 14 février 2025, article 2

Thème(s) : Risques chroniques, Mesures de compensation et d'accompagnement

Prescription contrôlée :

« Afin de compenser l'imperméabilisation de 8 360 m² de zones humides, l'exploitant assure, conformément au cahier des charges de création et d'entretien d'une mare de novembre 2023 :

- la création et la gestion extensive de 1,84 ha de prairie permanente méso-hygrophile (section AC – parcelles 12 et 13 – commune de Château-Garnier) avec fauche tardive annuelle (à compter du 1er juillet) ;
- la réalisation sur les mêmes parcelles cadastrées section AC numéros 12 et 13 d'un réseau de mares, dont la surface totale devra être d'au moins 400 m² ;
- la suppression des intrants (produits phytosanitaires et engrais).

L'ensemble des travaux est réalisé, durant l'année suivant la mise en service du parc éolien, et conformément à la mesure MN-C5 telle que modifiée dans le cahier des charges de création et d'entretien d'une mare de novembre 2023.

En cas de réalisation des travaux en période hivernale ou printanière, l'exploitant devra s'assurer, par le passage préalable d'un écologue, de l'absence d'espèces d'amphibiens sur le site des travaux. Si la présence de ces espèces est avérée, le chantier sera immédiatement interrompu. L'exploitant devra aussitôt en informer le service des installations classées et prendre les mesures nécessaires à la préservation de ces espèces. »

Constats :

L'exploitant a transmis la promesse de mise à disposition des parcelles du 14 juin 2020, la levée d'option du 2 avril 2024 issue de cet acte et permettant la mise en œuvre des mesures environnementales du projet de parc éolien ainsi qu'un devis pour la création de mares.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il convient de transmettre à l'inspection un planning de réalisation des mesures (création et gestion extensive d'une prairie permanente de 1,84 ha ; création d'un réseau de mares) pour une effectivité des mesures avant le 17 janvier 2026 (date de mise en service + 1 an).

La levée d'option indique la réalisation d'une seule grande mare de 400 m². Il s'agira de bien prendre en compte l'arrêté complémentaire du 14 février 2025 prévoyant un réseau de mares. Il s'agira aussi de définir dans ce planning de réalisation le nombre et la surface des mares qui seront créées.

Suite à la réalisation de ces mesures, un compte-rendu sera établi et transmis à l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 18 : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 28 juillet 2021, article 10

Thème(s) : Risques accidentels, Risques

Prescription contrôlée :

« Deux campagnes de mesures de la situation acoustique sont effectuées, dans des conditions météorologiques et saisonnières susceptibles de générer les émergences sonores les plus impactantes pour les riverains, dans un délai de douze mois à compter de la date de mise en service en totalité de l'installation pour s'assurer de la conformité des installations avec la législation et en particulier

<p><i>l'article 26 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 (mesure E5).</i></p> <p><i>Ce contrôle est réalisé indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspection des installations pourra demander. »</i></p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis un devis signé du 8 janvier 2025.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra le rapport de mesures acoustiques suite à son édition.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>